

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du Monde
80440 GLISY

Glisy, le 25 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



SECEB SCS

Le Camp Brûlé, La Vallée du Prêtre, La Casserolle, Le Chêne, Les Terres Noble
80540 BOUGAINVILLE

Références : 2022 - E20196

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement SECEB SCS implanté Le Camp Brûlé, La Vallée du Prêtre, La Casserolle, Le Chêne, Les Terres Noble 80540 BOUGAINVILLE. L'inspection a été annoncée le 10/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le Plan Pluriannuel de Contrôle 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECEB SCS
- Le Camp Brûlé, La Vallée du Prêtre, La Casserolle, Le Chêne, Les Terres Noble 80540 BOUGAINVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0005107658
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SECEB SCS, filiale de Boralex, mène simultanément, sur la commune de Bougainville, le démantèlement d'un parc de 6 éoliennes mis en service en 2005 et la construction d'un nouveau parc composé de 6 éoliennes et 2 postes de livraison sur de nouvelles plate-formes. Le contrôle porte sur l'avancement des travaux de démantèlement de l'ancien parc (article 4.1 de l'APA du 14/01/2020 et article 29 de l'AM du 26/08/2011 modifié) et le respect de certaines dispositions constructives du nouveau parc (articles 8, 9 et 10 de l'AM du 26/08/2011 modifié).

Les nouvelles machines E1 à E5, toutes reliées au poste de livraison 1 (PDL1), ont réussi le "run test" (fonctionnement de 180 heures sans erreur en phase "injection" dans le réseau Enedis). Elles sont pleinement opérationnelles depuis les 22 et 23 septembre 2022, mais le tarif de vente n'a pas

encore été enclenché. Quant à la machine E6 et son PDL2, la mise en tension ("soutirage") par le raccordement au réseau Enedis est réalisée le 31 octobre 2022. Cette phase permet la vérification de la machine et de ses dispositifs de sécurité, le réglage du SCADA et le bon fonctionnement du PDL2. Elle aboutit au "commissioning" de la machine, avant de débiter la phase de "run test".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Démantèlement de l'ancien parc.
- Respect de certaines dispositions constructives du nouveau parc.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Démantèlement du site mis en service en 2005	Arrêté Préfectoral du 14/01/2020, article 4.1	/	Sans objet
Démantèlement du site mis en service en 2005	Arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié, article 29	/	Sans objet
Dispositions constructives, conformité des aérogénérateurs du nouveau parc	Arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié, article 8	/	Sans objet
Dispositions constructives, mise à la terre	Arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié, article 9	/	Sans objet
Dispositions constructives, installations électriques	Arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pas de non conformité à signaler

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Démantèlement du site mis en service en 2005

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2020, article 4.1
Thème(s) : Autre, Démantèlement
Prescription contrôlée : Conformément à l'arrêté du 26 août 2011, l'exploitant procède au démantèlement du parc existant suivant les modalités mentionnées à l'article R553-6 du code de l'environnement. En outre, conformément au dossier de demande, étude d'impact page 39, l'exploitant retire la totalité des massifs béton des fondations des éoliennes existantes. Les cavités créées sont rebouchées avec des matériaux similaires aux matériaux environnant.
Constats : Le jour de l'inspection, les 6 éoliennes de l'ancien parc sont démontées. Les travaux d'excavation de la totalité des fondations sont en cours. Pour l'ancienne machine 1 (dénommée Ex-1), les fondations sont enlevées et le trou laissé est en cours de rebouchage. Pour la machine Ex-5, le trou des fondations est complètement vide. Pour la machine Ex-3, les 2 engins utilisés (pelle hydraulique avec godet et pelle hydraulique équipé d'une pince coupante) sont en action. Le béton est séparé de l'acier de ferrailage dès la démolition des fondations par les 2 engins, pour conduire à un recyclage des 2 matériaux. Le rebouchage des fondations des anciennes machines se fait par l'utilisation des terres issues des terrassements des fondations des nouvelles machines. Un déficit en volume total nécessite un apport extérieur de terres provenant de la construction d'un autre parc.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Démantèlement du site mis en service en 2005

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011 modifié, article 29
Thème(s) : Autre, Démantèlement
<p>Prescription contrôlée : I. - Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement s'appliquent également au démantèlement des aérogénérateurs qui font l'objet d'un renouvellement. Elles comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none">- le démantèlement des installations de production d'électricité ;- le démantèlement des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison. Dans le cadre d'un renouvellement dûment encadré par arrêté préfectoral, les postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison peuvent être réutilisés ;- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet et ayant été acceptée par ce dernier démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation. Dans le cadre d'un renouvellement dûment encadré par arrêté préfectoral, les fondations en place peuvent ne pas être excavées si elles sont réutilisées pour fixer les nouveaux aérogénérateurs.- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état. <p>II. - Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.</p>
<p>Constats : Les 6 éoliennes de l'ancien parc sont démontées. Les fondations de chaque ancienne machine représente environ 500 m3 de béton et 44 t d'acier de ferrailage à béton. Les aires de grutage des anciennes machines ne sont pas démantelées pour le moment. Elles ont vocation à retourner à un usage agricole. Ci-dessous un résumé de la destination finale des éoliennes connu à ce jour, des fers à béton et du béton:</p> <p>Eoliennes :</p> <p>E1 : Pologne hors éléments de tour N°5 et 6 et la virole qui ont été recyclés ;</p> <p>E2 - E3 - E4 - E6 (complète) : Moldavie</p> <p>E5 : Moldavie pour la nacelle, Allemagne pour la génératrice, Boralex pour les pales (stockage), Lituanie pour les équipements intérieurs, recyclage du solde (tour, virole, cartères nacelle).</p> <p><u>Nota</u> : l'ensemble des composants non recyclés feront l'objet d'une réutilisation.</p> <p>Fers à béton – tour – viroles (recyclage): Société CometSambre - Gand - Belgique</p> <p>Béton brut de brise roche (recyclage: concassage, criblage et réutilisation en voirie): Société STPA – Abbeville – France.</p> <p>L'ancien PDL a été vidé de son matériel électrique (tableau HTA + armoire de contrôle commande) et ses équipements ont été récupérés par Boralex pour réemploi. L'enveloppe béton du PDL sera grutée par Boralex pour la mettre en œuvre sur un autre site. Le câble alimentant le PDL (Enedis) a été dévoyé pour alimenter le nouveau raccordement du PDL1 et les quelques mètres de ce câble entre le point de dévoiement et le PDL seront déposés lors de la préparation de l'enveloppe béton (terrassment périphérique) pour son grutage, selon les indications apportées par Eole Constructing</p> <p>L'ancien réseau HTA inter-éolien sera lui aussi déposé sur quelques mètres depuis le PDL lors des travaux de préparation de grutage de l'enveloppe béton conformément à la réglementation.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives, conformité des aérogénérateurs du nouveau parc

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié, article 8
Thème(s) : Autre, conformité constructive des aérogénérateurs
<p>Prescription contrôlée : L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.</p>
<p>Constats : Le parc est composé de 6 éoliennes Vestas</p> <p>L'exploitant a présenté une déclaration de conformité aux directives « machines » 2006/42/CE et CEM 2014/30/CE, et aux normes EN 61 400-1 (exigences de conception des éoliennes) et autres relative aux éoliennes, couvrant les éoliennes Vestas V105/V112/V117/V126/V136 - 3.45/3.6/3.8 MW – Mk 3A/B/D. Déclaration datée et signée du 14/11/2022 et reprenant les numéros de série des éoliennes 1 à 5 actuellement mise en service (à savoir 243623, 243624, 243625, 243626, 243627).</p> <p>Ce document pour la machine 6 sera délivré par Vestas après la mise en service; l'éolienne E6 n'ayant pas encore démarré ses tests de fonctionnement.</p> <p>L'identification des machines E 1 (n° série: 243623) et E5 (n° série: 243627) a été vérifiée. Le type V126 – 3,45 MW MK 3B et les n° de série ont été vérifiés sur la plaque du constructeur des éoliennes.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives, mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié, article 9
Thème(s) : Autre, mise à la terre
<p>Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NF EN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.</p>
<p>Constats : Vu le certificat du poste de livraison 1 établi par l'installateur SEL Groupe à Merville (59960) en date du 11 juillet 2022 et validé par Consuel le 12 juillet 2022, relatif au réseau de terre et à l'installation alimentée en HTA (normes NF C 13-100 et NF C 13-200).</p> <p>Pour le PDL 2, idem avec certificat du 17 août 2022 et validé par Consuel le 22 août 2022.</p> <p>Vu le rapport n° 25421/22/3336 des contrôles effectués les 26 et 29 juillet 2022 par SOCOTEC relatifs au poste de livraison 1 et distribution HT du parc et des cellules HT des 5 éoliennes E1 à E5 (normes NF C 13-100 et NF C 13-200), à l'installation électrique basse tension (norme NF C 15-100). Chaque partie comprend le contrôle du réseau de mise à la terre.</p> <p>Pour le PDL 2 et l'éolienne E6, idem avec rapport SOCOTEC n° 25421/22/4637 pour l'intervention du 31 octobre 2022.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives, installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié, article 10
Thème(s) : Autre, installations électriques
<p>Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique.</p> <p>Pour satisfaire au 1er alinéa :</p> <ul style="list-style-type: none">- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables;- pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence. <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.</p>
<p>Constats : Vu le certificat du poste de livraison établi par l'installateur SEL Groupe à Merville (59960) en date du 11 juillet 2022 et validé par Consuel le 12 juillet 2022, relatif au réseau de terre et à l'installation alimentée en HTA (normes NF C 13-100 et NF C 13-200).</p> <p>Pour le PDL 2, idem avec certificat du 17 août 2022 et validé par Consuel le 22 août 2022.</p> <p>Vu le rapport n° 25421/22/3336 des contrôles effectués les 26 et 29 juillet 2022 par SOCOTEC relatifs au poste de livraison 1 et distribution HT du parc et des cellules HT des 5 éoliennes E1 à E5 (normes NF C 13-100 et NF C 13-200), à l'installation électrique basse tension (norme NF C 15-100).</p> <p>Pour le PDL 2 et l'éolienne E6, idem avec rapport SOCOTEC n° 25421/22/4637 pour l'intervention du 31 octobre 2022.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet